

RAPPORT MENSUEL

Février 2022



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

IOC MEDIA @iocmedia

IOC Executive Board recommends no participation of Russian and Belarusian athletes and officials



olympics.com
IOC EB recommends no participation of Russian and Belarusian athletes ...
The Executive Board (EB) of the International Olympic Committee (IOC) discussed again today the dilemma the Olympic Movement is currently ...

3:04 PM · Feb 28, 2022

EurOlympic @EOCmedia

EOC Statement in Support of Ukraine bit.ly/3pgVFN



6:02 PM · Feb 25, 2022

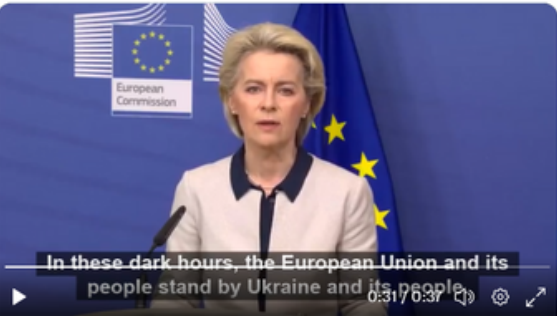
EUSport Retweeted

European Commission @EU_Commission

We call on Russia to immediately stop the violence and to withdraw its troops from Ukraine's territory.

In these dark hours, the European Union stands together with Ukraine and its people.

Read full President [@vonderleyen's](#) speech → europa.eu/!4rNF7F



europa.eu
Press statement on Russia's aggression against Ukraine

10:15 AM · Feb 24, 2022 · Twitter for Advertisers

European Commission @EU_Commission

Europeans from all 27 EU countries met in Dublin to finalise their recommendations on:

- A stronger economy, social justice, jobs
- Youth, sport, culture, education
- Digital transformation

Participants also showed their support for the people of Ukraine.

#TheFutureIsYours



11:28 AM · Feb 28, 2022 · Twitter Web App

L'INTERVIEW DU MOIS



Kari Fasting - Professor Emerita

"Je pense qu'il est nécessaire que les organisations sportives se concentrent davantage et plus largement sur le long terme, plutôt que sur de petits projets spécifiques sur des thèmes précis. Cela peut se faire en développant un plan d'action pour l'égalité des genres dans le sport, couvrant non seulement la protection et le leadership, mais aussi d'autres indicateurs d'inégalité dans le sport."

Interview complète en page 5

- **Editorial** **4**



L'INTERVIEW DU MOIS

- **Kari Fasting - Professeur émérite** **5**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **La Présidence française organise une conférence sur le sport dans les temps de l'enfance et les enjeux sociétaux d'une pratique sportive adaptée** **9**
- **La Commission Culture et Education du Parlement européen adopte un rapport sur le rôle de la culture, l'éducation, les médias et le sport dans la lutte contre le racisme** **10**
- **Une résolution du Parlement européen sur la lutte contre le cancer souligne l'importance du sport** **11**
- **Le groupe d'experts sur le sport vert fait le point sur la COP26 et échange à propos des événements sportifs durables** **12**
- **L'impact du Covid-19 sur les entraîneurs au coeur de la réunion du groupe d'experts** **13**
- **Tir sportif : les comités scientifiques de l'ECHA rendront leur avis sur la restriction du plomb d'ici la fin 2022** **14**
- **Projets pilotes et actions préparatoires 2021 : Publication des résultats** **15**
- **Erasmus+ 2021 : le projet sur l'égalité des genres du bureau de représentation des COE à Bruxelles a été accepté !** **17**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Le projet RINGS entre dans sa phase finale : le Liechtenstein accueille son premier atelier national** **18**
- **DOSB : chiffres sur la perte de membre dans les clubs sportifs suite à la pandémie en Allemagne** **19**
- **Évènements à venir** **20**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe représente un tournant dans l'histoire de l'Europe et a le potentiel de remettre en question l'ordre mondial pré-existant. Tout comme les dirigeants politiques de l'Europe, le sport doit faire face à une nouvelle situation qui n'avait pas été considérée comme possible, même par la quasi-totalité des politiciens, des scientifiques et des médias.

La réalité en constante évolution rend également difficile pour les fédérations sportives de prendre des décisions fondées sur une analyse fiable de la situation réelle. Néanmoins, on peut affirmer avec certitude que l'attaque contre l'Ukraine rompt avec toutes les valeurs que défend le sport. Le respect des droits de l'homme, les échanges pacifiques entre tous les peuples et l'évitement des conflits armés, qui trouvent leur expression dans la Trêve olympique, devraient constituer la base et les fondements du sport européen et international.

Les réactions spontanées des fédérations individuelles, des commissions d'athlètes et des comités olympiques nationaux sont similaires dans leur analyse et leur critique fondamentales, mais vont plus loin dans leurs demandes concernant les sanctions contre le sport russe et biélorusse.

Il serait dangereux que l'attitude claire de solidarité du sport international soit remise en question par les différentes sanctions des fédérations sportives. Dans ce contexte, il est essentiel que les fédérations sportives internationales s'accordent sur une ligne unifiée. Dans la perspective actuelle, cela ne peut être que d'exclure la participation des sportifs russes et biélorusses de toutes les compétitions internationales et européennes, comme l'ont déjà demandé le CIO et un certain nombre de CNO et de fédérations. Seul un tel positionnement commun est adapté à la situation et peut garantir l'unité du sport international. Il aide également les fédérations, qui dépendent beaucoup de la Russie en raison de leur structure spécifique, à prendre une telle décision.

Le sport organisé ne doit pas attendre une aide trop importante de l'Union européenne. Bien que les mesures de sanction strictes dans le secteur financier, ou la fermeture de l'espace aérien, touchent également le sport en Russie et en Biélorussie, l'autonomie des fédérations sportives leur laisse le soin de décider et d'appliquer des sanctions spécifiques au sport.

En raison de l'incertitude entourant l'évolution de la guerre, il est difficile de faire des prévisions à long terme sur la durée pendant laquelle les sports russes et biélorusses seront soumis à des sanctions.

Mais ce qui compte aujourd'hui, c'est de mettre fin à la guerre par tous les moyens et le sport doit en assumer la responsabilité en y apportant la plus grande contribution possible.

Nos pensées vont à tous les habitants de l'Ukraine.

Bien à vous,



Folker Hellmund
Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



Kari Fasting est une universitaire norvégienne. Elle a été professeur à l'École norvégienne des sciences du sport dans le département "Culture et société". Ses domaines d'expertise sont la sociologie et la pédagogie du sport. Ces dernières années, ses recherches ont porté sur l'égalité des sexes, le harcèlement sexuel et les abus dans le sport. Ce travail important a été reconnu par de nombreux prix et invitations en tant que conférencière, par exemple au congrès préolympique de Brisbane, Australie 2000 et à la Conférence internationale du CIO sur les femmes et le sport.

1. Félicitations, professeur, pour le prix du CIO "Femme et sport" pour l'Europe 2021 ! Comment voyez-vous ce prix et que signifie-t-il pour vous ?

Du point de vue des droits de l'Homme, je pense que tous les prix "Femmes et sport" soulignent l'importance de l'égalité des genres et de l'élimination de la discrimination et du harcèlement des filles et des femmes dans le sport.

J'espère donc que l'attention médiatique que ces prix suscitent accélérera la transformation du sport en un lieu plus accueillant et non discriminatoire pour les filles et les femmes.

Pour moi, ce prix est une source d'inspiration qui me pousse à poursuivre mes recherches et mon travail politique, afin de contribuer au développement de l'égalité des genres dans le sport.

2. Vous faites des recherches sur le harcèlement et les abus dans le sport et vous participez à l'élaboration de politiques de protection depuis plusieurs décennies. Ce phénomène n'est pas nouveau ; toutefois, ces dernières années, le sujet a été abordé beaucoup plus ouvertement et les tabous ont fini par tomber. Qu'est-ce qui a conduit à ce changement et comment voyez-vous l'évolution au fil des années ?

Le sport est normalement considéré comme une activité positive, en particulier pour les enfants et les jeunes. Par conséquent, lorsque les premières recherches ont révélé, il y a une trentaine d'années, que le harcèlement et les abus se produisaient également dans le sport, les organisations sportives ont réagi par le déni. Bien que ce sujet soit beaucoup plus ouvertement discuté aujourd'hui, il est important de mentionner que, dans une perspective internationale, certains sports sont

encore dans le déni et trop nombreux sont ceux qui ferment les yeux sur ce qui se passe. Une telle attitude peut permettre aux auteurs d'abus de poursuivre leur comportement abusif, parfois pendant de nombreuses années. L'affaire Nasser dans la gymnastique aux Etats-Unis en est un exemple.

La grande avancée a eu lieu avec la première déclaration de consensus du CIO sur le harcèlement et les abus sexuels dans le sport. En 2006, la commission médicale du CIO, présidée par le professeur Arne Ljungquist, a convoqué une réunion d'experts. À la suite de cette réunion, la première déclaration de consensus du CIO a été produite et acceptée par le comité exécutif du CIO en 2007. La déclaration de consensus était résumée en sept points, dont les deux premiers étaient les suivants :

- Développer des politiques et des procédures pour la prévention du harcèlement et des abus sexuels.
- Contrôler la mise en œuvre de ces politiques et procédures.

Du matériel pédagogique (e-learning) a été développé dans les années suivantes et la deuxième déclaration de consensus a été publiée environ 10 ans plus tard (2016) et élargie

pour inclure toutes les formes de harcèlement et d'abus dans le sport. Depuis lors, le CIO a élaboré des directives pour les fédérations internationales (FI) et les comités nationaux olympiques (CNO) relatives à la création et à la mise en œuvre d'une politique visant à protéger les athlètes contre le harcèlement et les abus. Une boîte à outils complète pour les FI et les CNO a également été élaborée.

Parallèlement à ces développements, les connaissances sur le harcèlement et les abus ont augmenté grâce à différents projets de recherche, et en 2014, une agence internationale qui cherche à mettre fin à la violence contre les athlètes a été fondée : Safe Sport International (SSI).

3. En ce qui concerne la sécurité du sport et les mesures de protection, quelles recommandations feriez-vous aux organisations sportives en matière de prévention, de sensibilisation, d'éducation et de traitement des cas ? Y a-t-il d'autres actions que vous jugez nécessaires pour que les organisations sportives mettent en place des mesures et des politiques de sauvegarde appropriées ?

Toutes les organisations sportives devraient avoir une politique et un plan d'action. Mais cela ne suffit pas. Il faut les mettre en pratique, ce qui n'est pas toujours le cas. En outre, je pense que l'éducation est très importante. Le sujet devrait être inclus dans toutes les formations d'entraîneurs.

Dans de nombreux sports, ce n'est pas le cas. En outre, il est également important d'informer les athlètes de leurs droits et des comportements acceptables et non acceptables de la part de leurs pairs et des adultes. En outre, le traitement des cas dans ce domaine doit être clair - facile à comprendre et à mettre en pratique de manière sûre.

4. Conformément à la mission du CIO de placer les athlètes au cœur du Mouvement olympique et à la déclaration de consensus du CIO publiée en 2016, les CNO européens devraient s'engager à garantir à tous les athlètes le droit de pratiquer un "sport sûr" ; toutefois, les attitudes et les approches en matière de sauvegarde varient d'un pays à l'autre. Ainsi, sur la base de votre expérience, quelles actions devraient être entreprises pour développer un cadre commun sur la sauvegarde dans le sport parmi les CNO européens ?

En plus des facteurs mentionnés précédemment, un plan d'action aura besoin d'un budget adéquat pour le mettre en pratique.

J'ai constaté, dans le cadre d'une étude européenne menée dans 16 pays, que de nombreux sports disposaient d'un plan d'action,

mais que seuls quelques-uns avaient les moyens de le mettre en œuvre. En outre, je pense qu'il est important qu'il y ait une personne en charge du sujet dans chaque organisation sportive - un responsable du harcèlement. Il est également

important d'inclure les athlètes dans le développement de la protection - de préférence des athlètes qui ont eux-mêmes été victimes. Un leadership fort est également nécessaire si l'on veut que des changements aient lieu.

5. Vous avez également été un défenseur actif de l'égalité des genres aux postes de direction. Plusieurs recommandations et politiques ont été mises en place, mais le nombre de femmes occupant des postes de direction ne semble pas évoluer. Quelles actions concrètes seraient nécessaires pour un changement durable ? Quels sont les obstacles qui empêchent un leadership plus égalitaire ?

Les obstacles qui empêchent un leadership plus égalitaire sont nombreux, mais ils peuvent être ancrés dans le mode de fonctionnement des organisations sportives, en combinaison avec les rôles traditionnels des hommes et des femmes. Le sport a été développé par et pour les hommes à une époque où les rôles de genre étaient très délimités. En conséquence, les valeurs masculines et les modes de vie des hommes sont les repères qui contrôlent le sport, même aujourd'hui. De nombreuses femmes, et quelques hommes, ne sont pas prêts à consacrer bénévolement le temps nécessaire pour assumer un poste de direction qui demande beaucoup de temps. Pour certaines et certains, les scandales de dopage, la corruption et les cas d'abus peuvent également avoir rendu la chose moins attrayante.

En outre, de nombreuses recherches montrent que les femmes dirigeantes dans le sport peuvent être victimes de discrimination et de harcèlement. Certains pays, comme la Norvège, ont réussi à mettre en place un système de quotas dans les règlements des comités olympiques nationaux. Cela s'est produit en 1990 et la représentation des femmes dans les conseils d'administration des différentes fédérations sportives a été, au cours des dix dernières années, d'environ 40 %, ce qui correspond au nombre de membres féminins. Le règlement sur les quotas ne tient toutefois pas compte de l'élection des présidents, de sorte que les femmes sont beaucoup moins nombreuses aux postes élus de haut niveau dans les fédérations sportives.

6. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a récemment appris que notre nouveau projet sur l'égalité des sexes dans les postes de direction, appelé Guidance to Achieve More Equal leadership in Sport (GAMES), recevra le soutien du programme Erasmus+ Sport. L'idée du projet est de développer des plans d'action concrets pour les CNO impliqués et vous ferez partie du consortium du projet. Où en sont les organisations sportives dans la mise en place de ces plans d'action et quels sont les principaux obstacles à surmonter ?

Félicitations pour le nouveau projet. Je pense qu'il est important d'avoir des plans d'action également en ce qui concerne l'égalité des genres aux postes de direction. Le défi est que tout le monde dans les organisations sportives doit soutenir ce projet afin qu'il n'existe pas seulement sur le papier, qu'il soit aussi concret que possible, qu'il y ait des budgets pour la mise en œuvre et que l'on suive ou évalue la mise en œuvre des plans. C'est le seul moyen de savoir quelles actions ont été couronnées de succès et lesquelles ne l'ont pas été.

Qu'il s'agisse de faire du sport un espace plus sûr pour les filles et les femmes ou d'accroître le leadership féminin dans le sport, un changement dans la culture sportive peut s'avérer nécessaire. Certains indicateurs montrent également que ces deux domaines sont liés, puisque la plupart des auteurs de ces actes sont des hommes. Le changement des traditions et de la culture est compliqué dans tous les domaines et constitue un processus à long terme.

Je pense qu'il est nécessaire que les organisations sportives se concentrent davantage et plus largement sur le long terme, plutôt que sur de petits projets spécifiques sur des thèmes précis. Cela peut se faire en développant un plan d'action pour l'égalité des genres dans le sport, couvrant non seulement la sauvegarde et le leadership, mais aussi d'autres indicateurs d'inégalité dans le sport - comme la participation ou l'apparition dans les médias. Je recommande donc que toutes les fédérations sportives internationales et tous les comités olympiques nationaux disposent d'un plan pour l'égalité des genres, et que la sauvegarde et le leadership en soient des éléments importants.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE remercie Mme Kari Fasting pour son interview et sa contribution au rapport mensuel.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

La Présidence française organise une conférence sur le sport dans les temps de l'enfance et les enjeux sociétaux d'une pratique sportive adaptée

Une conférence ministérielle sur "le sport et les objectifs de développement durable dans les temps de l'enfance" a été organisée par la présidence française du Conseil de l'Union européenne au siège de l'UNESCO à Paris les 7 et 8 février.

Avec cette conférence, la Présidence française a souhaité ouvrir de nouvelles perspectives au niveau européen sur les enjeux d'une activité physique adaptée. A cet égard, des experts, des athlètes et des représentants du mouvement sportif européen et de l'Union européenne étaient réunis pour discuter du rôle de l'activité physique dans le développement et l'éducation des jeunes.

La ministre française des sports, Roxana Maracineanu, le directeur général adjoint de l'UNESCO, Xing Qu, le chef de l'unité sport de la Commission européenne, Floor van Houdt, et la directrice de l'excellence environnementale du COJO de Paris 2024, Georgina Grenon, étaient parmi les intervenants dans la capitale française.

Lors de l'événement, le ministre Maracineanu a souligné l'engagement de la présidence française en faveur du sport. "J'espère que cette conférence ouvrira des perspectives plus partagées au niveau européen", a-t-elle déclaré. "Non seulement pour nos politiques publiques sportives, mais aussi pour tous les acteurs de l'éducation".

Sarah Ourahmoune, médaillée d'argent olympique en boxe, Youri Djorkaeff, vainqueur de la Coupe du monde de la FIFA, Justine Hénin, ancienne numéro un mondiale du tennis, et Pierre Vaultier, double champion olympique de snowboard, ont participé en tant que grands témoins.

En tant qu'athlètes de renom, ils ont tous insisté sur l'importance d'impliquer les enfants dans le

sport dès leur plus jeune âge, non pas dans le seul but de participer à des compétitions d'élite, mais comme un moyen de développer des compétences sociales, de se faire des amis et de les aider à s'intégrer dans leurs communautés locales.

Les panels de l'événement ont abordé des sujets tels que l'investissement de l'UE pour les jeunes, les défis environnementaux dans le sport, la littératie physique et les actions recommandées qui peuvent être mises en place au niveau national et européen.

Des sujets tels que les sports à privilégier pour les enfants, la manière de pratiquer les activités physiques et la manière de sensibiliser davantage à la protection de l'environnement ont tous été mis en avant lors des discussions au siège de l'UNESCO.

Au nom de la Commission européenne, Floor van Houdt a salué le programme Erasmus+ comme une méthode efficace pour mener des projets liés au sport qui engagent les jeunes avec les principales parties prenantes et a également souligné la Semaine européenne du sport. Le message de la Commission est "sortez, soyez actifs", a-t-elle déclaré lors de la conférence.

La deuxième conférence organisée par la présidence française aura lieu les 3 et 4 mars au Parlement européen à Strasbourg, sur le thème "Vers un marché vert et durable pour le sport". Le bureau européen des COE suivra l'événement et en rendra compte dans son prochain rapport mensuel.

PLUS D'INFORMATIONS

[Visionnez la conférence ici](#)

[Le programme complet ici](#)

[Le communiqué de presse ici](#)

La Commission Culture et Education du Parlement européen adopte un rapport sur le rôle de la culture, l'éducation, les médias et le sport dans la lutte contre le racisme

Le 7 février, la Commission Culture et Education (CULT) du Parlement européen a adopté un [rapport](#) sur le rôle de la culture, de l'éducation, des médias et du sport dans la lutte contre le racisme.

Le rapport offre le point de vue de la commission CULT sur la manière de combattre les stéréotypes, de développer une éducation inclusive, de sensibiliser à l'histoire et à l'héritage du racisme en Europe, et de s'attaquer à la sous-représentation des minorités raciales et ethniques dans les médias, dans les secteurs culturels et créatifs et dans le sport. Cette initiative des membres de la commission CULT fait suite au [plan d'action contre le racisme 2020-2025](#) de la Commission européenne.

Le rapport adopté soutient l'adoption d'une approche horizontale de la lutte contre le racisme dans tous les domaines de compétence de la commission, y compris le sport. Les députés reconnaissent le pouvoir du sport qui unit les communautés et agit en vecteur d'inclusion, cependant, ils exhortent la Commission européenne à trouver des solutions pour combattre le racisme dans le sport et favoriser l'inclusion et le respect. En outre, ils encouragent la Commission, les États membres et les organisations sportives à adopter des mesures concrètes pour soutenir les victimes du racisme dans le sport.

Le rapport :

- Reconnaît que le sport a un "rôle clé dans la vie sociale, culturelle et éducative", a "la capacité de réunir des personnes de races, ethnies et religions différentes", et puisse être "un outil fédérateur entre communautés et un vecteur des valeurs d'égalité, d'accessibilité et de respect"

- Demande à la Commission d'évaluer les initiatives sportives soutenues par le programme Erasmus+, axées sur l'inclusion et la lutte contre le racisme, afin de surveiller le nombre et le type de projets financés et le montant des fonds alloués ;
- Demande à la Commission d'"encourager l'inclusion des migrants et des personnes issues de minorités raciales et ethniques dans les clubs sportifs de masse" ;
- Plaide pour une meilleure "représentation de divers groupes dans le sport en général et aux postes de direction dans les organisations sportives, y compris la représentation des femmes et des personnes moins favorisées telles que les réfugiés, les minorités ethniques et raciales et la communauté LGBTQI+";
- Demande aux États membres d'"élaborer des politiques sportives inclusives prévoyant des fonds adéquats pour garantir que le sport est accessible à tous, quels que soient l'origine ethnique ou raciale, le handicap ou le milieu socio-économique" ;
- Insiste sur une "approche de tolérance zéro vis-à-vis des discours haineux, de la violence et des autres comportements racistes dans le sport" et demande instamment à la Commission, aux États membres et aux fédérations sportives de mettre en place des mesures pour prévenir de tel incidents et d'appliquer des sanctions appropriées aux contrevenants et des mesures de soutien aux victimes ;

- Demande à la Commission des "recommandations ou des lignes de conduite dans le domaine du sport, afin de lutter contre le racisme dans les organisations sportives à l'échelle locale, régionale, nationale et européenne" et invite le secteur sportif à "inviter les organisations sportives et les parties prenantes à tous les niveaux à activement participer à l'élaboration d'un tel code de conduite, à y souscrire et à l'intégrer dans leurs statuts".

Le texte sera débattu et adopté en session plénière le 7 mars. Le bureau de représentation des COE à Bruxelles a suivi les discussions de près et suivra l'adoption finale du rapport.

Une résolution du Parlement européen sur la lutte contre le cancer souligne l'importance du sport

Après 15 mois de travail, la commission spéciale "Lutte contre le cancer" (BECA) du Parlement européen (PE) a adopté une [résolution](#) intitulée "Renforcer l'Europe dans la lutte contre le cancer - vers une stratégie globale et coordonnée". La résolution a été adoptée le 16 février à une large majorité (652 voix pour, 15 contre, 27 abstentions).

Elle invite les États membres à s'attaquer efficacement aux facteurs de risque, à améliorer les soins contre le cancer et à accroître la coopération et le financement de la recherche. La commission BECA a été créée en juin 2020 en tant que commission spéciale, et a été spécifiquement chargée d'évaluer les possibilités pour l'UE de prendre des mesures concrètes, d'identifier la législation et les autres mesures qui peuvent aider à prévenir et à combattre le cancer, et d'examiner les meilleurs moyens de soutenir la recherche.

La résolution souligne le potentiel du sport dans la lutte contre le cancer

La résolution aborde également le domaine du sport et de l'activité physique. Ils sont décrits dans la résolution comme des activités clés dans la lutte contre l'incidence et la récurrence du cancer, comme des contributeurs positifs à la réduction des problèmes de santé mentale, comme des facteurs favorables à l'inclusion sociale et comme un instrument vital dans la lutte contre l'obésité.

En outre, la résolution finale adoptée souligne l'importance de rendre la pratique de l'activité physique et du sport accessible et inclusive dès le plus jeune âge (en particulier pour les groupes vulnérables), en finançant des infrastructures, des équipements et des programmes publics. Elle invite les États membres à faciliter l'accès à l'activité physique pour les patients hospitalisés si cela est cliniquement recommandé.

La résolution salue également la campagne "[HealthyLifestyle4All](#)" de l'UE, qui vise à promouvoir le sport, l'activité physique et une alimentation saine, tout en recommandant aux écoles d'inclure l'éducation à la santé dans leurs programmes afin que les mineurs et les adolescents apprennent à mener un mode de vie sain. En outre, la résolution demande que l'éducation à la santé fasse partie intégrante des politiques éducatives d'assistance sociale.

La résolution demande l'interdiction du parrainage du sport par des marques d'alcool aux événements sportifs réunissant des mineurs

L'accent mis sur la jeunesse a également suscité un débat sur l'importance de protéger les mineurs de la communication commerciale sur la consommation d'alcool, ainsi que du placement de produits et du parrainage de marques d'alcool.

La version initiale de la résolution appelait à une interdiction totale du parrainage du sport par des marques d'alcool, ce qui a été accueilli avec

scepticisme par plusieurs députés qui ont critiqué l'impact négatif qu'une interdiction du parrainage de l'alcool aurait sur l'échelle économique. Le rapport final demande désormais "l'interdiction des publicités pour l'alcool et du parrainage du sport par des marques d'alcool dans le cadre des manifestations sportives auxquelles assistent en majorité des mineurs".

Les résolutions du Parlement européen ne sont pas juridiquement contraignantes pour la Commission européenne, mais elles reflètent l'opinion politique du Parlement européen.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE se félicite de ce rapport, car il souligne l'impact et l'importance du sport et de l'activité physique en tant qu'outils préventifs et holistiques dans la lutte contre le cancer.

Le groupe d'experts sur le sport vert fait le point sur la COP26 et échange à propos des événements sportifs durables

Le 17 février, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a pris part à la quatrième réunion du groupe d'experts de la Commission européenne sur le sport vert, réunissant les représentants des ministères du sport des Etats membres de l'UE et des organisations sportives. A cette occasion, la discussion a porté sur les résultats de la COP26 à Glasgow et sur des exemples de pratiques sportives durables à travers l'Europe.

Résultats de la COP26 et mises à jour du cadre d'action de l'ONU sur le sport pour le climat

En ouverture de la conversation, Hans Bruyninckx (directeur de l'Agence européenne pour l'environnement) a présenté quelques retours d'expérience sur la COP26. M. Bruyninckx a décrit la COP26 comme une "étape" franchie par 195 pays, même si ce n'est pas suffisant et que tous devront accélérer le rythme pour parvenir à des émissions de gaz à effet de serre nulles d'ici 2050. Il a mentionné les initiatives de l'Union européenne en faveur du climat (loi européenne sur le climat, Pacte vert européen et paquet Ajustement à l'objectif 55) et a souligné la nécessité pour les organisations sportives de participer à l'effort.

Selon M. Bruyninckx, les athlètes devraient profiter de leur audience pour s'exprimer sur le changement climatique et le sport.

Lindita Xhaferi-Salih (CCNUCC) a présenté des mises à jour sur le [cadre des Nations unies pour le sport et l'action climatique](#).

Mme Xhaferi-Salih a cité la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, qui a déclaré à Glasgow : "Nous ne nous battons pas pour une médaille, mais pour avoir une chance d'avoir un long avenir sur cette planète". À cela, elle a ajouté que "la transition est déjà en cours et le sport doit donner le ton".

Des initiatives nationales pour des événements sportifs plus durables

Des représentants d'Espagne et d'Allemagne ont été invités à présenter deux initiatives visant à améliorer la durabilité de leurs événements sportifs.

Juan Martorell (directeur adjoint du Conseil supérieur du sport espagnol) a présenté le Green Flag, un label pour les organisateurs d'événements sportifs éco-responsables, en partenariat avec le CNO espagnol. Les organisateurs d'événements sportifs qui obtiennent le label vert doivent respecter certains engagements et mettre en place le programme des éco-ambassadeurs (athlètes qui sensibilisent à la protection de l'environnement) et le programme des écovolontaires (activités organisées par des volontaires pendant l'événement sportif).

Selon M. Martorell, le drapeau vert est un grand pas en avant mais, selon lui, il y a "encore un long chemin à parcourir" pour la durabilité des événements sportifs.

Bianca Quadorkus (Confédération allemande des sports olympiques - DOSB) a ensuite présenté le [site web Green Champions](#) destiné aux organisateurs d'événements. Ce portail en ligne fournit aux organisateurs des informations sur tous les sujets relatifs à l'organisation d'événements sportifs (bâtiments et ressources, trafic et bruit, restauration, nature et paysage, eau, gestion durable, énergie et climat, déchets, aspects économiques et sociaux) et donne des idées concrètes d'action pour chaque sujet.

Prochaines étapes pour le groupe d'experts

Le travail sur les "Recommandations pour un cadre commun pour le sport durable" est en cours. Les experts collectent actuellement les bonnes pratiques des États membres et des organisations sportives, le tout devant être achevé d'ici la fin 2023.

La prochaine réunion du groupe d'experts devrait avoir lieu en juin, potentiellement en présentiel.

L'impact du Covid-19 sur les entraîneurs au coeur de la réunion du groupe d'experts

Le groupe d'experts de la Commission européenne "Renforcer la reprise et la résilience à la crise du secteur du sport pendant et après la pandémie de Covid-19" s'est réuni pour la quatrième fois le 23 février. A cette occasion, l'objectif de la réunion était de discuter spécifiquement de l'impact de la pandémie sur les entraîneurs et leur formation.

Après l'ouverture par Floor Van Houdt, cheffe de l'unité Sport de la Commission européenne, Geoff Carroll et Ben Gittus de l'EOSE (Observatoire européen du sport et de l'emploi), ont donné un aperçu des statistiques du marché du travail pour le secteur du sport 2020 et de l'impact potentiel de Covid-19 sur l'emploi dans le sport.

Ils ont été suivis par Ladislav Petrovic et Guillermo Calvo, de l'International Council for Coaching Excellence, qui ont souligné l'importance des questions de santé mentale et la manière dont la pandémie a accru la nécessité pour les entraîneurs de soutenir le bien-être mental des athlètes. Wiebke Fabinski, de la Confédération allemande des sports olympiques, a souligné l'importance de renforcer la formation des entraîneurs.

Selon elle, plus il y a d'entraîneurs qualifiés au niveau de la base, mieux le sport est préparé à faire face à des défis inattendus comme la pandémie. La dernière intervention a été celle de Toomas Tõnise, directeur de la Fondation estonienne pour l'éducation et l'information sportives et également vice-président du CNO estonien. Il a donné un aperçu intéressant de la situation en Estonie, où le nombre d'entraîneurs enregistrés a étonnamment augmenté pendant la pandémie. Les entraîneurs ont compris l'importance d'être officiellement enregistrés. Toutefois, cela ne semble pas être le cas dans d'autres pays ou dans tous les sports.

La deuxième partie de la réunion comprenait un tour de table avec une discussion avec les représentants des États membres et du mouvement sportif.

Heidi Pekkola, directrice adjointe du bureau de représentation des COE à Bruxelles, a souligné dans sa contribution que même si la pandémie a été un énorme fardeau, elle a également apporté de nouvelles opportunités pour la formation des entraîneurs avec la numérisation et la mise en œuvre de cours en ligne.

En outre, elle a souligné que la situation des entraîneurs bénévoles a été particulièrement difficile. Selon elle, le défi actuel consiste à faire revenir dans leurs clubs les entraîneurs qui ont quitté leur poste pendant la pandémie. Il est donc important que le métier d'entraîneur soit un emploi qualifié qui procure un revenu sûr. Enfin, elle a souligné que les entraîneurs peuvent avoir un impact important sur la vie des jeunes athlètes et que la profession en général devrait recevoir le respect qu'elle mérite.

Le groupe d'experts tiendra probablement sa prochaine réunion en mai. Le groupe d'experts travaille sur des recommandations couvrant différents domaines du sport et la manière dont le secteur du sport peut se remettre de la pandémie. Le bureau européen des COE est un membre observateur du groupe.

Tir sportif : les comités scientifiques de l'ECHA rendront leur avis sur la restriction du plomb d'ici la fin 2022

Les comités d'évaluation des risques (RAC) et d'analyse socio-économique (SEAC) de l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques) prendront un délai supplémentaire pour conclure leur évaluation de la proposition de restriction du plomb dans les activités de tir et de pêche en plein air dans l'UE. Cette décision a été prise afin de garantir que l'évaluation scientifique de la proposition et les informations soumises lors de la consultation des parties prenantes soient approfondies.

L'avis du CCR et le projet d'avis du SEAC sont maintenant attendus en juin. Ils seront suivis d'une consultation publique de 60 jours sur le projet d'avis du SEAC, au cours de laquelle toutes les parties prenantes du sport pourront fournir un retour d'information.

Comme l'ECHA s'attend à une réponse importante à la consultation du projet d'avis du CCED, l'adoption de l'avis final du CCED est prévue en décembre 2022.

La première consultation publique sur la proposition de restriction était ouverte jusqu'au 24 septembre de l'année dernière et a reçu 319 commentaires.

En principe, la proposition de restriction de l'ECHA prévoit une interdiction de mise sur le marché du plomb pour le tir en extérieur. À cet égard, l'ECHA, qui a soumis le dossier, est favorable à ce qu'une interdiction de mise sur le marché correspondante s'applique également au domaine du tir sportif (option dite préférentielle). Toutefois, la proposition de restriction comprend une exemption facultative pour le tir sportif (option supplémentaire), au cas où les décideurs politiques ne souhaitent pas mettre en œuvre une interdiction du plomb utilisé pour le tir sportif. Une exemption pour le tir sportif devrait alors être accompagnée de mesures obligatoires de gestion des risques, selon la proposition.

Le Bureau de représentation des COE à Bruxelles a déjà fait état de la proposition de restriction dans ses rapports mensuels de février et mai 2021 et continuera à suivre attentivement le processus.

PLUS D'INFORMATIONS

[ECHA News](#)

[Page de l'ECHA sur la procédure de restriction](#)

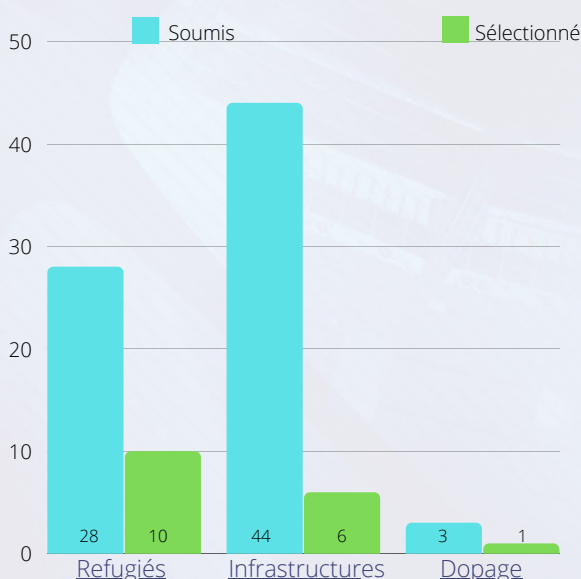
[Page de l'ECHA sur le plomb](#)


Projets pilotes et actions préparatoires 2021 : Publication des résultats





Le 10 février 2022, l'Agence exécutive pour l'éducation et la culture (EACEA) de la Commission européenne a publié les résultats 2021 des projets pilotes et des actions préparatoires dans le domaine du sport.

En 2021, les projets pilotes et les actions préparatoires comprenaient 3 appels à propositions : l'un dans le domaine du dopage dans le sport, un autre dans l'intégration et l'inclusion sociale des réfugiés, et le troisième dans les programmes sportifs de masse et l'innovation dans les infrastructures.



 Taux de réussite
Appel "Refugiés": 35.7%

 Taux de réussite
Call "Doping": 33.3%

 Taux de réussite
Appel "Infrastructure": 13.6%

Action préparatoire : Le sport comme outil d'intégration et d'inclusion sociale des réfugiés (taux de réussite = 35,7%)

- Sur les 28 propositions soumises, 10 projets ont été sélectionnés, dont le "Projet européen de solidarité avec la course à pied - Réfugiés et communautés d'accueil : courir, jogger et marcher ensemble (TESRP)" de la Fédération olympique d'Irlande.

Action préparatoire : Programmes de sport de masse et innovation en matière d'infrastructures (taux de réussite = 13,6 %)

- Sur les 44 propositions soumises, 6 projets ont été sélectionnés dont 2 ont été attribués à des Comités nationaux olympiques d'Europe:
 - Le projet "SPORTOUT : rendre les clubs de sport plus forts à l'extérieur - concevoir des offres sportives saines et durables dans la nature", dont le bénéficiaire est le Deutscher Olympischer Sportbund (DOSB).
 - Le projet "SPORTMATCH" dont le bénéficiaire est le Comité olympique néerlandais.

Projet pilote : Renforcer les capacités d'investigation pour mieux lutter contre le dopage dans le sport en Europe

(taux de réussite = 33,3%)

- Sur les 3 propositions soumises, 1 projet "II CAP BUILDING Anti-Doping Intelligence and Investigations Capacity and Capability Building in Europe" a été attribué à l'Agence mondiale antidopage.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE félicite donc chaleureusement les 3 Comités Nationaux Olympiques retenus, à savoir l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas, tout en leur souhaitant un grand succès dans la mise en œuvre de leurs projets.

Les projets pilotes et les actions préparatoires sont conçus dans le but de tester la faisabilité de nouvelles initiatives politiques et/ou de préparer le terrain pour l'adoption de mesures futures. En d'autres termes, les projets pilotes et les actions préparatoires sont de nouvelles propositions, qui pourraient devenir des programmes de financement de l'UE à l'avenir. Par conséquent, les priorités spécifiques des projets pilotes et des actions préparatoires changent chaque année, tout en restant alignées sur les priorités actuelles de l'Union européenne.

Les candidatures pour les projets pilotes et les actions préparatoires sont mono-bénéficiaires, et les activités au niveau national sont éligibles ;

mais seules les organisations des États membres sont éligibles pour postuler et/ou participer aux projets pilotes et aux actions préparatoires. Depuis 2021, les projets pilotes et les actions préparatoires dans le domaine du sport sont gérés par l'EACEA via [le portail des opportunités de financement](#) et d'appels d'offre.

Le programme de travail annuel pour les projets pilotes et les actions préparatoires 2022 n'a pas encore été approuvé par la Commission. Une fois approuvé, l'EACEA lancera les projets pilotes et les actions préparatoires de 2022 dans le domaine du sport (prévu pour la fin mars 2022).

En 2022, les priorités suivantes devraient être abordées dans les projets pilotes et les actions préparatoires dans le domaine du sport :

- Programmes sportifs de masse et innovation en matière d'infrastructures
- Personnes et planète (NOUVEAU)

Erasmus+ 2021 : le projet sur l'égalité des genres du bureau de représentation des COE auprès de l'UE a été accepté !

Le 24 février, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a reçu une bonne nouvelle de l'Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" (EACEA) de la Commission européenne concernant les résultats de la sélection de l'appel Erasmus+ Sport. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a le plaisir d'annoncer que son projet, intitulé "Guidance to Achieve More Equal leadership in Sport" (GAMES), a été sélectionné pour un financement dans la première édition du programme Erasmus+ au sein du nouveau cadre financier pluriannuel 2021-2027.

GAMES est un projet de 24 mois, qui aspire à promouvoir la bonne gouvernance dans le sport, en se concentrant particulièrement sur la

promotion des changements structurels et culturels en termes d'égalité des genres dans les postes de direction et de décision parmi les CNO partenaires. Dans ce contexte, l'objectif de GAMES est d'améliorer l'égalité des genres aux postes clés de direction et de décision des Comités Nationaux Olympiques (CNO) en promouvant des changements structurels dans leur gouvernance, en améliorant la compréhension des barrières culturelles existantes et en encourageant les CNO à travailler avec leurs fédérations membres pour créer un changement durable.

Dans le cadre de GAMES, chaque CNO partenaire développera un plan d'action stratégique national avec des actions concrètes pour améliorer l'égalité des genres dans la direction de leur CNO, ainsi que pour lancer la mise en œuvre des plans d'action - et des activités connexes - au niveau national. GAMES produira un "pool d'actions" comprenant les meilleures pratiques en termes d'égalité des sexes dans le sport, dans le but ultime de promouvoir davantage les connaissances et les procédures concrètes dans le domaine de l'égalité des sexes parmi tous les CNO européens.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE mettra en œuvre le projet GAMES en collaboration avec 8 CNO (Belgique, République tchèque, Allemagne, Grèce, Irlande, Lettonie, Macédoine du Nord et Turquie) et des experts renommés dans le domaine de l'égalité des genres et de la bonne gouvernance, dont le professeur émérite Kari Fasting de Equal Rights et I TRUST Sport. En outre, le Comité International Olympique (CIO) jouera également un rôle clé dans la promotion et la diffusion des résultats du projet auprès de tous les CNO du monde entier.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE publiera une analyse détaillée des résultats du programme Erasmus+ 2021 dans les semaines à venir, dès qu'ils seront disponibles. En attendant, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE félicite tous les candidats retenus et leur souhaite le meilleur pour la mise en œuvre de leurs projets respectifs.

La date limite pour l'appel du programme Erasmus+ Sport 2022 est le 23 mars 2022 à 17h00 (CET) :

- [Partenariats de coopération](#)
- [Partenariats simplifiés](#)
- [Manifestations sportives à but non lucratif](#)

7 avril 2022 à 17h00 (heure d'Europe centrale)

- [Renforcement des capacités dans le domaine du sport](#)



LE COIN DES PARTENAIRES

Le projet RINGS entre dans sa phase finale : le Liechtenstein accueille son premier atelier national

Accueilli par le CNO du Liechtenstein, le premier atelier national de formation du projet RINGS a eu lieu à Vaduz le 25 février. L'atelier a réuni les membres du conseil d'administration du CNO pour discuter de la mise en œuvre de leur plan stratégique pour les mois à venir, en se concentrant particulièrement sur la stratégie d'affaires publiques concernant les négociations à venir sur l'avenir du financement du sport au Liechtenstein.

Le projet RINGS, dirigé par le bureau de représentation des COE auprès de l'UE et cofinancé par Erasmus+ Sport, se terminera fin décembre 2022. Il se concentre sur la gestion stratégique des CNO, notamment sur des sujets tels que la gestion du changement, le travail avec les parties prenantes et les affaires publiques pour développer la gouvernance des CNO, ainsi que pour mieux les doter d'outils de gestion concrets. La dernière phase du projet consiste à organiser des ateliers de formation nationaux, accueillis par les 11 CNO partenaires de RINGS. Chacun d'entre eux se concentre sur des thèmes spécifiques qui sont pertinents dans chacun des pays individuels.

Les affaires publiques au coeur des discussions

Le président du CNO du Liechtenstein, Stefan Marxer, a ouvert l'atelier et souhaité la bienvenue aux membres du conseil d'administration. Il a souligné qu'il s'agit d'une période importante, car l'accord avec le gouvernement du Liechtenstein sur le financement du sport doit être renégocié plus tard cette année. Ainsi, une approche systématique des affaires publiques est très nécessaire.

Après les remarques d'ouverture, Heidi Pekkola, responsable du projet RINGS, a présenté le projet, ainsi que les grandes lignes du manuel RINGS sur la gestion stratégique des CNO et les

principes de l'outil RINGS pour les parties prenantes.

Elle a passé ensuite en revue les lignes directrices RINGS sur les affaires publiques. Des discussions ont eu lieu sur l'importance d'analyser la situation, d'identifier les personnes clés, de formuler des messages clés, ainsi que de se concentrer sur le moment opportun.

Après cette introduction, les lignes directrices RINGS pour les affaires publiques ont été utilisées comme source d'information et d'inspiration pour l'atelier sur la stratégie des affaires publiques. Le secrétaire général du CNO du Liechtenstein, Beat Wachter, a dirigé les discussions de l'atelier avec les membres du conseil d'administration sur les actions concrètes. Après l'atelier, il s'est dit satisfait des discussions fructueuses et a conclu en disant : "L'essence de la stratégie consiste souvent à choisir ce qu'il ne faut pas faire. Lors de l'atelier d'aujourd'hui, nous avons très clairement défini qui doit faire quoi et comment dans les semaines à venir".

Le prochain atelier national de formation RINGS aura lieu à la fin du mois de mars en Bosnie-Herzégovine.



PLUS D'INFORMATIONS

[Site internet du projet RINGS](#)

DOSB : chiffres sur la perte de membre dans les clubs sportifs suite à la pandémie en Allemagne

Les résultats de l'enquête complémentaire Covid-19 du Rapport sur le développement du sport ont été publiés par l'Institut fédéral des sciences du sport (BISp). Le rapport sur le développement du sport est financé par la Confédération allemande des sports olympiques (DOSB), les 16 associations sportives régionales et l'Institut fédéral des sciences du sport (BISp).

La situation pour les activités sportives suite au Covid-19 en Allemagne reste compliquée. Une nouvelle vague de fermeture d'installations sportives a été évitée, mais la mise en œuvre régulière d'activités sportives est loin d'être évidente. Ainsi, même dans la quatrième vague de Covid-19, les clubs se débattent avec une variété de restrictions et d'obstacles.

Dans une enquête auprès des clubs sportifs, effectuée au printemps 2021, le Rapport sur le développement du sport confirme la tendance : la base des membres est principalement affectée.

Globalement, on constate que les effets varient fortement en fonction de la taille du club et que les données doivent donc être considérées de manière différenciée. Les petits clubs sportifs purement bénévoles sont confrontés à des défis différents de ceux des grandes organisations plus orientées vers le service.

Plus de la moitié des clubs signalent une baisse de leurs effectifs. Pour 2020, cette baisse est estimée à -3,3 % pour l'ensemble des clubs, tandis que la baisse pour les grands clubs sportifs (>2 500 membres) est beaucoup plus importante (-6 %). Dans l'ensemble, le problème des effectifs s'est considérablement aggravé entre 2020 et 2021.

Une réponse claire à la baisse des effectifs susmentionnée - ainsi qu'aux restrictions - a été la mise en œuvre croissante d'offres numériques, ainsi que d'activités de plein air. En outre, les clubs ont particulièrement utilisé les

services de soutien, de conseil et d'information fournis par les associations pendant la crise.

Les données relatives au développement du personnel doivent être considérées de manière différenciée. La plupart des clubs déclarent que le nombre de personnes occupant des fonctions au sein du comité, d'entraîneurs bénévoles, d'arbitres et de juges est resté stable. Toutefois, il reste à savoir si cette tendance est durable ou à court terme en raison de la période couverte par l'enquête.

Au moment de l'enquête, une certaine résistance à la crise actuelle se manifestait également dans le domaine financier. En moyenne, les problèmes financiers des clubs et les prévisions de problèmes financiers existentiels d'ici fin 2021 sont plutôt faibles. Cela pourrait s'expliquer par les mesures de soutien financier qui ont été mises en place dans le contexte de la pandémie. Les données montrent qu'environ un club sur cinq a demandé des mesures d'aide financière, la proportion étant beaucoup plus élevée parmi les grands clubs sportifs, soit plus de deux tiers. Les demandes ont principalement porté sur des aides en matière de liquidités.

Les résultats stables dans certains domaines de l'étude ne doivent pas faire oublier qu'une grande majorité de clubs estime néanmoins que le soutien des politiques et des administrateurs est insuffisant et que la charge bureaucratique reste élevée.

L'étude est disponible en anglais via le lien ci-dessous.

PLUS D'INFORMATIONS

[DOSB News](#)

[Etude \(en anglais\) - L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les clubs sportifs en Allemagne](#)



ÉVÈNEMENTS À VENIR

20 mars 2022

Comité exécutif des COE - Vuokatti, Finland

20-25 mars 2022

Winter EYOF - Vuokatti, Finland



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Brussels, Belgium



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



**EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES**



EU
Office